

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 528

[2006/200347]

**26 JANVIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale, notamment les articles 5, 6, 7, 8, 10, 21, 22, 26, 31, 35 et 36;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 7 novembre 2005;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Economie sociale marchande, donné le 7 novembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 juin 2005;

Vu l'avis 39591/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 janvier 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des conditions d'octroi de l'agrément****Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 6, alinéa 3, du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences conseil en économie sociale, ci-après dénommé le décret, le critère visé à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du même article prend en compte les éléments suivants :1<sup>o</sup> la qualité de l'accompagnement proposé aux entreprises d'économie sociale;2<sup>o</sup> les ressources internes et externes disponibles au niveau de l'agence conseil;3<sup>o</sup> la plus-value, en termes de complémentarité, de la demande pour le secteur de l'économie sociale.**CHAPITRE II. — De la Commission d'agrément et de suivi****Art. 2.** Les compétences attribuées au Gouvernement par les articles 18 à 20 du décret sont exercées par le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions, ci-après dénommé "le Ministre".**CHAPITRE III. — De la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension, de retrait ou de cession de l'agrément****Art. 3.** La demande d'octroi d'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, est introduite auprès de l'administration soit par pli postal ordinaire, soit par voie électronique.

La demande d'octroi d'agrément est accompagnée d'un dossier comportant :

1<sup>o</sup> une copie des statuts coordonnés de l'agence conseil;2<sup>o</sup> une description argumentée du projet d'économie sociale que l'agence conseil compte mettre en œuvre;3<sup>o</sup> une description argumentée des actions publicitaires et commerciales que l'agence conseil compte développer;4<sup>o</sup> une description argumentée des moyens matériels et humains mis en œuvre pour la réalisation du projet;5<sup>o</sup> un plan financier détaillé pour l'année civile en cours et un plan financier portant sur les trois années à venir;6<sup>o</sup> une copie des conventions de partenariat que l'agence conseil a conclues.

Les documents déjà en possession de l'administration ne doivent plus être fournis.

**Art. 4.** La demande de renouvellement d'agrément est introduite auprès de l'administration soit par pli postal ordinaire, soit par voie électronique, au plus tôt huit mois avant et au plus tard trois mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

La demande de renouvellement d'agrément est accompagnée d'un dossier comportant les éventuelles modifications apportées au dossier visé à l'article 3 et d'un plan financier détaillé sur trois ans.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet ou précisant les pièces qui sont encore à transmettre.Le demandeur introduit les pièces manquantes de la même manière que la demande visée à l'article 3, 1<sup>er</sup> alinéa.

A compter de la date d'envoi de ce courrier par l'administration, l'agence conseil a un délai de quinze jours pour transmettre les documents manquants.

§ 2. Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'administration instruit la demande puis la transmet, dans un délai de quinze jours, à la Commission.

§ 3. La Commission peut entendre les représentants de l'organisme qui demande l'agrément ou son renouvellement, soit à son initiative, soit à leur demande.

Si les représentants de l'organisme sont entendus à l'initiative de la Commission, une convocation leur est envoyée par lettre recommandée à la poste. Cette convocation doit nécessairement mentionner les points sur lesquels ils seront entendus.

**Art. 6.** Dans un délai de deux mois à dater de l'envoi du dossier par l'administration, la Commission rend un avis motivé sur toute demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément. L'administration remet cet avis, accompagné de son instruction du dossier.

**Art. 7.** Le Ministre octroie ou refuse l'agrément au plus tard dans un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de la Commission. A défaut, la décision est réputée défavorable.

L'administration notifie au demandeur dans les quinze jours qui suivent la décision du Ministre, soit la décision d'octroi par pli postal ordinaire, soit la décision de refus de l'agrément ou de son renouvellement par lettre recommandée avec accusé de réception à la poste.

L'administration communique également la décision d'octroi ou de refus de l'agrément ou de son renouvellement à la Commission.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'administration instruit tout dossier relevant des cas visés à l'article 9 du décret et le transmet, dans le mois de la connaissance des faits incriminés, à la Commission.

Préalablement à la suspension ou au retrait de l'agrément d'une agence conseil, le Ministre demande l'avis de la Commission. Celle-ci lui remet son avis dans un délai de quarante-cinq jours, après avoir entendu les représentants de l'agence conseil.

Les représentants de l'agence conseil sont informés au moins un mois avant leur audition de la date de celle-ci et des raisons qui la motivent. Ils peuvent avoir, sur demande écrite de leur part, accès au dossier relatif à cette audition.

§ 2. La Commission peut, sur base du rapport d'activités, transmettre d'initiative une proposition de suspension au Ministre.

Lorsque la Commission relève un manque flagrant d'activités, établi notamment au regard de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, du décret, celle-ci peut proposer au Ministre de suspendre l'agrément jusqu'à l'introduction :

- 1<sup>o</sup> soit d'un plan de redressement de l'agence conseil;
- 2<sup>o</sup> soit d'une demande de cession, fusion, transfert de branche d'activités ou reprise entre agences conseil.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 2<sup>o</sup>, la procédure visée au § 1<sup>er</sup> est applicable.

A défaut d'introduction du plan de redressement ou de la demande visée à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, ou 2<sup>o</sup>, dans un délai de six mois, le retrait d'agrément peut être proposé.

§ 3. Suite à l'avis de la Commission, le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément à l'agence conseil.

§ 4. L'administration notifie, par lettre recommandée à la poste dans les quinze jours qui suivent la décision du Ministre, la décision de suspension ou de retrait de l'agrément à l'agence conseil.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. En cas de cession d'activités entre agences conseil, la demande d'agrément, dont le modèle est déterminé par le Ministre, est introduite auprès de celle-ci soit par pli postal ordinaire, soit par voie électronique.

Cette demande d'agrément introduite par l'agence conseil est composée d'un dossier comportant :

- 1<sup>o</sup> l'analyse de l'intérêt stratégique de la fusion;
- 2<sup>o</sup> l'audit général et la valorisation financière des structures concernées;
- 3<sup>o</sup> l'analyse des besoins et des ressources nécessaires à la mise en place d'une nouvelle structure.

§ 2. La suite de la procédure se déroule conformément aux articles 5 à 7.

**Art. 10.** Les délais mentionnés aux articles 6, 7 et 8 sont suspendus du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août de chaque année.

#### CHAPITRE IV. — *Du rapport d'activités*

**Art. 11.** Le modèle du rapport d'activités annuel, visé à l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret est déterminé par le Ministre.

Le rapport d'activités est transmis par chaque agence conseil à l'administration avant le 31 mars de l'année qui suit l'année de l'agrément.

Le rapport d'activités est ensuite transmis par l'administration à la Commission dans le mois de sa réception.

**Art. 12.** L'accompagnement visé à l'article 1<sup>er</sup> doit, en cours d'agrément, être concrétisé dans le cadre d'une étude de faisabilité ou d'un suivi post-crédation des entreprises d'économie sociale, d'une analyse juridique, d'une analyse d'ordre financier, d'une analyse en gestion des ressources humaines. Cet accompagnement peut être valorisé dans le cadre de la subvention visée à l'article 13, § 2, pendant un maximum de deux ans.

Les modalités de cet accompagnement font l'objet d'une convention, telle que visée à l'article 22, 4<sup>o</sup>, du décret et dont le modèle est déterminé par le Ministre, signée par l'agence conseil et l'entreprise accompagnée.

Ne peuvent être considérées comme une analyse en gestion des ressources humaines, des actions de formations ou des activités susceptibles de bénéficier d'un agrément en tant que secrétariat social.

Le rapport d'activités doit contenir, dans un volet particulier, l'ensemble des éléments constitutifs de l'étude de faisabilité ou du suivi post-crédation des entreprises d'économie sociale.

CHAPITRE V. — *Du subventionnement*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Au cours de la première année d'agrément, le Ministre octroie le montant de la subvention visée à l'article 24 du décret aux agences conseil agréées.

§ 2. Au cours de la deuxième et à partir de la troisième année d'agrément, outre le montant de la subvention visée au § 1<sup>er</sup> du présent article, le Ministre, après avis de la Commission, octroie une subvention complémentaire.

Le calcul du montant de la subvention complémentaire s'effectue en fonction des critères visés à l'article 23 du décret, sur base du rapport d'activités de l'année précédente, et en appliquant les règles suivantes :

1° 3.000 ou 5.000 euros sont octroyés lorsqu'il est démontré, dans le cadre des missions incombant aux agences conseil, que la proportion de porteurs de projet qui ont été orientés vers des organismes mieux adaptés à leurs besoins, s'élève respectivement à trente ou à cinquante pour cent au moins du nombre total de porteurs de projet;

2° 1.000 euros sont octroyés pour chaque participation à une manifestation soutenue ou organisée par la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, avec un maximum de 4.000 euros;

3° 3.000, 6.000 ou 9.000 euros sont octroyés lorsque respectivement trois, six ou neuf entreprises d'économie sociale au minimum ont obtenu, dans le cadre de l'accompagnement de l'agence conseil, d'un organisme financier tout ou partie du financement nécessaire à la réalisation du projet de l'entreprise d'économie sociale;

4° 6.000, 10.000 ou 15.000 euros sont octroyés lorsque le nombre d'entreprises d'économie sociale accompagnées, en vertu de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, a), du décret, s'élève respectivement à au moins six entreprises, dix entreprises ou quinze entreprises.

Lorsque la proportion d'entreprises d'économie sociale marchande parmi les entreprises accompagnées s'élève à au moins septante-cinq pour cent, les montants visés à l'alinéa 2, 4° du présent paragraphe sont majorés de vingt pour cent.

Les montants visés à l'alinéa 2, 4°, sont majorés de 1.000 euros par tranche de dix emplois équivalents temps plein nouvellement créés au sein des entreprises accompagnées.

§ 3. Le montant de la subvention complémentaire, tel que calculé en application du § 2 du présent article, ne peut, en aucun cas, dépasser 20.000 euros pour ce qui concerne la deuxième année d'agrément et 40.000 euros à partir de la troisième année.

§ 4. En cas d'octroi d'agrément dans le cadre d'une cession d'activités entre agences conseil, le Ministre peut, après avis de la Commission, augmenter la subvention complémentaire d'un montant de 32.000 euros pendant une période de deux ans maximum.

§ 5. Dans les limites visées à l'article 24, alinéa 3, et à l'article 25, alinéa 2, du décret, le Ministre indexe chaque année les subventions visées aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3.

**Art. 14.** En application de l'article 21, alinéa 2, du décret, les A.S.B.L. ou les entreprises privées à but lucratif prises en charge par l'agence conseil dans le cadre de ses missions visées à l'article 5, 3°, du décret, s'engagent à créer ou à se transformer en entreprise d'économie sociale marchande dans un délai de six mois.

Ce délai court à dater de la signature de la convention visée à l'article 12, alinéa 2, du présent arrêté par l'Agence conseil et l'A.S.B.L. ou l'entreprise privée à but lucratif.

**Art. 15.** En application de l'article 26 du décret, le Ministre détermine les formulaires de justification de dépenses et de demande de subvention.

Ce formulaire doit être transmis en un seul exemplaire à l'Administration, dans les délais que le Ministre détermine.

CHAPITRE VI. — *Des dispositions transitoires et finales*

**Art. 16.** En application de l'article 35 du décret, les agences conseil en cours d'exploitation doivent introduire leur demande d'agrément dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 17.** En application de l'article 31 du décret, les agents assermentés de niveau 1, tels que visés par le décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, sont habilités à veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du décret.

**Art. 18.** Le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences conseil en économie sociale et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication de ce dernier au *Moniteur belge*.

**Art. 19.** Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 janvier 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,  
J.-C. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 528

[2006/200347]

**26. JANUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, insbesondere der Artikeln 5, 6, 7, 8, 10, 21, 22, 26, 31, 35 und 36;

Aufgrund des am 7. November 2005 verabschiedeten Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 7. November 2005 abgegebenen Gutachtens des "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" (Wallonischer Rat der sozialen Marktwirtschaft);

Aufgrund des am 27. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. Juni 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 10. Januar 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 39591/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bedingungen zur Gewährung der Zulassung***Artikel 1** - In Anwendung des Artikels 6 Absatz 3 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, weiter unten das Dekret genannt, berücksichtigt das in Absatz 2 1° desselben Artikels erwähnte Kriterium folgende Elemente:

1° die Qualität der den Sozialwirtschaftsunternehmen angebotenen Begleitung;

2° die auf Ebene der Beratungsagentur verfügbaren internen und externen Ressourcen;

3° den in Sachen Komplementarität bewerteten Mehrwert der Nachfrage für den Bereich der sozialen Marktwirtschaft.

KAPITEL II — *Der Zulassungs- und Betreuungsausschuss***Art. 2** - Die der Regierung durch die Artikel 18 bis 20 des Dekrets gewährten Befugnisse werden von dem Minister ausgeübt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die soziale Marktwirtschaft gehört und der weiter unter als "der Minister" erwähnt wird.KAPITEL III — *Das Verfahren in Sachen Gewährung, Erneuerung, Aufhebung,  
Entzug oder Veräußerung der Zulassung***Art. 3** - Der Antrag auf Gewährung einer Zulassung, dessen Muster von dem Minister bestimmt wird, wird bei der Verwaltung entweder in einem gewöhnlichen Briefumschlag oder per E-mail eingereicht.

Dem Antrag auf Gewährung einer Zulassung wird eine Akte beigefügt, die Folgendes enthält:

1° eine Abschrift der koordinierten Satzungen der Beratungsagentur;

2° eine mit Argumenten versehene Beschreibung des Projektes in Sachen soziale Marktwirtschaft, das die Beratungsagentur in die Tat umzusetzen beabsichtigt;

3° eine mit Argumenten versehene Beschreibung der Schritte, die die Beratungsagentur in Sachen Werbung und Vermarktung vorzunehmen beabsichtigt;

4° eine mit Argumenten versehene Beschreibung der zur Verwirklichung des Projektes einzusetzenden materiellen und menschlichen Mittel;

5° einen ausführlichen Finanzplan für das laufende Kalenderjahr und einen die zukünftigen drei Jahre betreffenden Finanzplan;

6° eine Abschrift der Partnerschaftsvereinbarungen, die die Beratungsagentur abgeschlossen hat.

Die Dokumente, die schon im Besitz der Verwaltung sind, müssen nicht mehr übermittelt werden.

**Art. 4** - Der Antrag auf Erneuerung einer Zulassung wird bei der Verwaltung entweder in einem gewöhnlichen Briefumschlag oder per E-mail eingereicht, dies frühestens acht Monate und spätestens drei Monate vor dem Ablauf der laufenden Zulassung.

Dem Antrag auf Erneuerung der Zulassung wird eine Akte beigefügt, in der die etwaigen an der in Artikel 3 erwähnten Akte vorgenommenen Abänderungen und ein ausführlicher Finanzplan für drei Jahre beigefügt werden.

**Art. 5** - § 1. Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Gewährung oder Erneuerung einer Zulassung schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der bestätigt wird, dass die Akte vollständig ist, oder angegeben wird, welche Dokumente noch zu übermitteln sind.

Der Antragsteller übermittelt die fehlenden Dokumente auf die gleiche Weise wie er den in Artikel 3, Absatz 1 erwähnten Antrag eingereicht hat.

Ab dem Datum der Zusendung dieses Schreibens durch die Verwaltung verfügt die Beratungsagentur über eine Frist von fünfzehn Tagen, um die fehlenden Dokumente zu übermitteln.

§ 2 - Sobald sie über eine vollständige Akte verfügt, untersucht die Verwaltung den Antrag und übermittelt ihn dem Ausschuss innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen.

§ 3 - Der Ausschuss kann die Vertreter der Einrichtung, die die Zulassung oder deren Erneuerung beantragt, entweder auf eigene Initiative oder auf deren Bitte anhören.

Werden die Vertreter der Einrichtung auf Initiative des Ausschusses angehört, so wird ihnen eine Vorladung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt. In dieser Vorladung müssen unbedingt die Punkte, über welche sie angehört werden, angegeben sein.

**Art. 6** - Innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Einsendung der Akte durch die Verwaltung gibt der Ausschuss ein mit Gründen versehenes Gutachten über jeden Antrag auf Zulassung oder Erneuerung einer Zulassung ab. Die Verwaltung übermittelt dieses Gutachten zusammen mit ihrer Untersuchung der Akte.

**Art. 7** - Der Minister gewährt die Zulassung bzw. lehnt sie ab innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang des Gutachtens des Ausschusses. In Ermangelung davon gilt der Beschluss als ungünstig.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Beschluss des Ministers stellt die Verwaltung dem Antragsteller entweder den Gewährungsbeschluss per gewöhnlichen Briefumschlag oder den Beschluss zur Ablehnung der Zulassung oder deren Erneuerung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung des Postamts zu.

Die Verwaltung teilt ebenfalls den Beschluss zur Gewährung oder zur Ablehnung der Zulassung oder zu deren Erneuerung dem Ausschuss mit.

**Art. 8** - § 1 - Die Verwaltung untersucht jede Akte, die mit in Artikel 9 des Dekrets erwähnten Fällen verbunden ist, und übermittelt sie dem Ausschuss innerhalb eines Monats nach Kenntnisnahme der betroffenen Tatbestände.

Bevor die Zulassung einer Beratungsagentur aufgehoben bzw. entzogen wird, bittet der Minister den Ausschuss um ein Gutachten. Dieser gibt sein Gutachten innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab, nachdem er die Vertreter der Beratungsagentur angehört hat.

Die Vertreter der Beratungsagentur werden mindestens einen Monat vor deren Anhörung über das Datum dieser Anhörung und die Gründe, die diese rechtfertigen, informiert. Sie können auf einen schriftlichen Antrag ihrerseits Zugang zu der diese Anhörung betreffenden Akte erhalten.

§ 2 - Der Ausschuss kann auf der Grundlage des Tätigkeitsberichts dem Minister einen Aufhebungsvorschlag auf eigene Initiative übermitteln.

Stellt der Ausschuss einen offenkundigen Mangel an Tätigkeit fest, der insbesondere im Hinblick auf Artikel 5, Absatz 1 3°, 6° und 7° des Dekrets festgestellt wird, kann dieser dem Minister vorschlagen, die Zulassung aufzuheben, dies bis zur Einreichung:

1° entweder eines Plans zur Sanierung der Beratungsagentur;

2° oder eines Antrags auf Veräußerung, Fusion, Tätigkeitsbereichsverlagerung oder Übernahme unter Beratungsagenturen.

Im in Absatz 2 2° erwähnten Fall ist das in § 1 erwähnte Verfahren anwendbar.

In Ermangelung der Einreichung eines Sanierungsplans oder des in Absatz 2 1° oder 2° erwähnten Antrags innerhalb einer Frist von sechs Monaten kann der Entzug der Zulassung vorgeschlagen werden.

§ 3 - Auf der Grundlage des Gutachtens des Ausschusses kann der Minister die Zulassung der Beratungsagentur aufheben oder entziehen.

§ 4 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Beschluss des Ministers stellt die Verwaltung der Beratungsagentur per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief den Beschluss zur Aufhebung oder zum Entzug der Zulassung zu.

**Art. 9** - § 1 - Im Falle einer Veräußerung von Tätigkeiten unter Beratungsagenturen wird der Antrag auf Zulassung, dessen Muster von dem Minister bestimmt wird, bei der Verwaltung entweder in einem gewöhnlichen Briefumschlag oder per E-mail eingereicht.

Dieser durch die Beratungsagentur eingereichte Antrag auf Zulassung besteht aus einer Akte, die Folgendes enthält:

1° die Analyse des strategischen Interesses der Fusion;

2° das allgemeine Audit und die finanzielle Valorisierung der betroffenen Strukturen;

3° die Analyse der Bedürfnisse und der zur Einrichtung einer neuen Struktur notwendigen Ressourcen.

§ 2 - Das weitere Verfahren erfolgt gemäß den Artikeln 5 bis 7.

**Art. 10.** Die in den Kapiteln 6, 7 und 8 vorgesehenen Fristen werden vom 1. Juli bis zum 31. August eines jeden Jahres unterbrochen.

#### KAPITEL IV — *Der Tätigkeitsbericht*

**Art. 11** - Das Muster des in Artikel 22 Absatz 1 2° des Dekrets erwähnten jährlichen Tätigkeitsberichts wird vom Minister bestimmt.

Jede Beratungsagentur übermittelt den Tätigkeitsbericht der Verwaltung vor dem 31. März des auf das Jahr der Zulassung folgenden Jahres.

Die Verwaltung übermittelt danach den Tätigkeitsbericht dem Ausschuss innerhalb eines Monats nach dessen Eingang.

**Art. 12** - Die in Artikel 1 erwähnte Begleitung muss im Laufe des Zulassungsverfahrens im Rahmen einer Machbarkeitsstudie oder einer Nachbetreuung nach der Gründung der Sozialwirtschaftsunternehmen, einer juristischen Analyse, einer finanziellen Analyse, einer Analyse der Verwaltung der menschliche Ressourcen konkretisiert werden. Diese Begleitung kann im Rahmen des in Artikel 13, § 2 erwähnten Zuschusses maximal zwei Jahre lang valorisiert werden..

Die Modalitäten dieser Begleitung sind Gegenstand einer so wie in Artikel 22, 4° des Dekrets erwähnten Vereinbarung, deren Muster von dem Minister bestimmt wird und die durch die Beratungsagentur und das begleitete Unternehmen unterschrieben wird.

Ausbildungsaktionen oder Tätigkeiten, für die eine Zulassung als Sozialsekretariat gewährt werden kann, können nicht als eine Analyse in Sachen menschliche Ressourcen betrachtet werden.

Der Tätigkeitsbericht muss in einem besonderen Abschnitt die gesamten Komponenten der Machbarkeitsstudie oder der Nachbetreuung nach der Gründung der Sozialwirtschaftsunternehmen enthalten.

KAPITEL V — *Die Bezuschussung*

**Art. 13 - § 1** - Im Laufe des ersten Jahres der Zulassung gewährt der Minister den zugelassenen Beratungsagenturen den Betrag des in Artikel 24 des Dekrets erwähnten Zuschusses.

§ 2 - Im Laufe des zweiten Jahres und ab dem dritten Jahr der Zulassung gewährt der Minister nach Gutachten des Ausschusses zusätzlich zu dem in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Betrag einen weiteren Zuschuss.

Die Berechnung des Betrags des zusätzlichen Zuschusses erfolgt unter Berücksichtigung der in Artikel 23 des Dekrets erwähnten Kriterien, auf der Grundlage des Tätigkeitsberichts des vorherigen Jahres und unter Anwendung der folgenden Regeln:

1° 3.000 bzw. 5.000 Euro werden gewährt, wenn im Rahmen der zu Lasten der Beratungsagenturen fallenden Aufgaben bewiesen wird, dass der Anteil der Projektträger, die zu ihren Bedürfnissen besser angepassten Einrichtungen orientiert worden sind, mindestens dreißig bzw. fünfzig Prozent der Gesamtanzahl der Projektträger beträgt;

2° 1.000 Euro werden für jede Teilnahme an einer durch die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region unterstützten oder organisierten Veranstaltung gewährt;

3° 3.000, 6.000 bzw. 9.000 Euro werden gewährt, wenn mindestens drei bzw. sechs bzw. neun Sozialwirtschaftsunternehmen im Rahmen der Begleitung durch die Beratungsagentur oder eine Finanzeinrichtung die ganze oder teilweise Finanzierung erhalten haben, die zur Verwirklichung des Projekts des Sozialwirtschaftsunternehmens notwendig ist;

4° 6.000, 10.000 bzw. 15.000 Euro werden gewährt, wenn die Anzahl der gemäß Artikel 5 Absatz 1 3°, a) des Dekrets begleiteten Sozialwirtschaftsunternehmen mindestens sechs, zehn bzw. fünfzehn Unternehmen beträgt.

Beträgt unter den begleiteten Unternehmen der Anteil der Sozialmarktwirtschaftsunternehmen mindestens fünfundsiebzig Prozent, so werden die in Absatz 2 4° des vorliegenden Absatzes erwähnten Beträge um zwanzig Prozent erhöht.

Die in Absatz 2 4° erwähnten Beträge werden bei jeder Tranche von zehn neuen Arbeitsstellen in Vollzeiteneinheiten, die innerhalb der begleiteten Unternehmen geschaffen werden, um 1.000 Euro erhöht.

§ 3 - Der Betrag des zusätzlichen Zuschusses, so wie er in Anwendung des § 2 des vorliegenden Artikels berechnet wird, kann auf keinen Fall € 20.000 für das zweite Jahr der Zulassung und € 40.000 ab dem dritten Jahr überschreiten.

§ 4 - Falls die Zulassung im Rahmen einer Tätigkeitsveräußerung unter Beratungsagenturen gewährt wird, kann der Minister nach Gutachten des Ausschusses den zusätzlichen Zuschuss um einen Betrag von 32.000 Euro während eines Zeitraums von maximal zwei Jahren erhöhen.

§ 5 - Innerhalb der in Artikel 24 Absatz 3 und in Artikel 25 Absatz 2 des Dekrets erwähnten Grenzen passt der Minister die in §§ 1, 2 und 3 erwähnten Zuschüsse jährlich dem Index an.

**Art. 14** - In Anwendung des Artikels 21 Absatz 2 des Dekrets verpflichten sich die VoE oder die Privatunternehmen mit Erwerbzzweck, die durch die Beratungsagentur im Rahmen ihrer in Artikel 5 3° des Dekrets begleitet werden, innerhalb einer Frist von sechs Monaten ein sozialmarktwirtschaftliches Unternehmen zu gründen oder sich in ein solches Unternehmen zu verwandeln.

Diese Frist läuft ab der Unterzeichnung der in Artikel 12 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Vereinbarung durch die Beratungsagentur und die VoE oder das Privatunternehmen mit Erwerbzzweck.

**Art. 15** - In Anwendung des Artikels 26 des Dekrets bestimmt der Minister die Formulare für die Begründung der Ausgaben und für den Antrag auf Zuschuss.

Dieses Formular muss in einer einzigen Ausfertigung der Verwaltung innerhalb der vom Minister festgesetzten Fristen übermittelt werden.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 16** - In Anwendung des Artikels 35 des Dekrets müssen die in Betrieb befindlichen Beratungsagenturen ihren Antrag auf Zulassung innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einreichen.

**Art. 17** - In Anwendung des Artikels 31 des Dekrets sind die vereidigten Bediensteten der Stufe 1, wie im Dekret vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik erwähnt, befugt, für die Einhaltung der durch das Dekret bzw. aufgrund des Dekrets festgesetzten Regeln zu sorgen.

**Art. 18** - Das Dekret vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft und der vorliegende Erlass treten ab dem Tag der Veröffentlichung des Letzteren im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 19** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Januar 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,  
J.-C. MARCOURT

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 528

[2006/200347]

**26 JANUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, inzonderheid op de artikelen 5, 6, 7, 8, 10, 21, 22, 26, 31, 35 en 36;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 7 november 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" (Waalse Raad voor sociale markeconomie), gegeven op 7 november 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juni 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 juni 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 39591/2, gegeven op 10 januari 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Voorwaarden voor de toekenning van de erkenning*

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 6, derde lid, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, hierna het decreet genoemd, neemt het in tweede lid, 1°, van hetzelfde artikel bedoelde criterium de volgende elementen in aanmerking :

1° de kwaliteit van de aan de sociale economiebedrijven voorgestelde begeleiding;

2° de op het niveau van het adviesverlenende agentschap beschikbare interne en externe hulpmiddelen;

3° de meerwaarde, in termen van complementariteit, van de aanvraag voor de sector van de sociale economie.

HOOFDSTUK II. — *Erkennings- en Opmoedingscommissie*

**Art. 2.** De bevoegdheden die bij de artikelen 18 tot 20 van het decreet worden toevertrouwd aan de Regering, worden uitgeoefend door de Minister bevoegd voor Sociale Economie, hierna "de Minister" genoemd.

HOOFDSTUK III. — *Procedure voor de toekenning, de verlenging, de opschorting, de intrekking of de afstand van de erkenning*

**Art. 3.** De aanvraag om verlening van de erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt ofwel bij gewone brief, ofwel bij e-mail ingediend bij het bestuur.

De aanvraag om verlening van de erkenning gaat vergezeld van een dossier dat hetgeen volgt bevat :

1° een afschrift van de gecoördineerde statuten van het adviesverlenende agentschap;

2° een beargumenteerde beschrijving van het project voor sociale economie dat het adviesverlenende agentschap wil uitvoeren;

3° een beargumenteerde beschrijving van de publicitaire en commerciële acties die het adviesverlenende agentschap wil ontwikkelen;

4° een beargumenteerde beschrijving van de materiële en menselijke middelen die voor de uitvoering van het project worden gebruikt;

5° een gedetailleerd financieel plan voor het lopende kalenderjaar en een financieel plan over de drie toekomstige jaren;

6° een afschrift van de door het adviesverlenende agentschap gesloten partnerschapsovereenkomsten.

De documenten die reeds in het bezit zijn van het Bestuur, hoeven niet meer overgemaakt te worden.

**Art. 4.** De aanvraag om erkenningsverlenging wordt ofwel bij gewone brief, ofwel bij e-mail ingediend bij het bestuur op zijn vroegst acht maanden vóór en uiterlijk drie maanden vóór het vervallen van de lopende erkenning.

De aanvraag om verlenging van de erkenning gaat vergezeld van een dossier dat de eventuele wijzigingen van het in artikel 3 bedoelde dossier en een gedetailleerd financieel plan over drie jaar bevat.

**Art. 5.** § 1. Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de aanvraag om toekenning of verlenging van de erkenning maakt het Bestuur de aanvrager een bericht van ontvangst over waarin vermeld wordt dat het dossier volledig is of dat de nog over te maken stukken bepaalt.

De aanvrager dient de ontbrekende stukken in op dezelfde manier als de in artikel 3, eerste lid, bedoelde aanvraag.

Te rekenen van de datum van zending van die brief door het Bestuur heeft het adviesverlenende agentschap een termijn van vijftien dagen om de ontbrekende documenten over te maken.

§ 2. Zodra het over een volledig dossier beschikt, onderzoekt het Bestuur de aanvraag en maakt het ze binnen een termijn van vijftien dagen over aan de Commissie.

§ 3. De Commissie kan de vertegenwoordigers van de instelling die de erkenning of de verlenging ervan vraagt, ofwel op eigen initiatief, ofwel op hun verzoek horen.

Als de vertegenwoordigers van de instelling op initiatief van de Commissie worden gehoord, wordt hun een oproeping bij ter post aangetekende brief gezonden. Deze oproeping moet noodzakelijk de punten waarover ze zullen worden gehoord, vermelden.

**Art. 6.** Binnen een termijn van twee maanden na zending van het dossier door het bestuur, brengt de Commissie een met redenen omkleed advies uit over elke aanvraag om erkenning of verlenging van de erkenning. Het bestuur maakt dit advies samen met zijn onderzoek van het dossier over.

**Art. 7.** De Minister verleent of weigert de erkenning uiterlijk binnen een termijn van één maand na ontvangst van het advies van de Commissie. In voorkomend geval wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

Binnen vijftien dagen na de beslissing van de Minister stelt het bestuur de aanvrager in kennis van ofwel de beslissing tot toekenning bij gewone brief, ofwel de beslissing tot weigering van de erkenning of van de verlenging ervan bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

Het bestuur deelt ook de beslissing tot toekenning of tot weigering van de erkenning of van de verlenging ervan aan de Commissie mede.

**Art. 8. § 1.** Het bestuur onderzoekt elk dossier betreffende de gevallen bedoeld in artikel 9 van het decreet en maakt het over binnen de maand na kennisneming van de betwiste feiten aan de Commissie over.

Voor de opschorting of de intrekking van de erkenning van een adviesverlenend agentschap vraagt de Minister het advies van de Commissie. Deze laatste brengt hem advies uit binnen een termijn van vijfenveertig dagen nadat ze de vertegenwoordigers van het adviesverlenende agentschap gehoord heeft.

De vertegenwoordigers van het adviesverlenende agentschap worden ten minste één maand vóór hun verhoor op de hoogte gebracht van de datum ervan en van de redenen die dit verhoor motiveren. Op schriftelijk verzoek kunnen ze inzage nemen van het dossier betreffende dit verhoor.

§ 2. De Commissie kan op basis van het activiteitenverslag een opschortingsvoorstel op eigen initiatief overmaken.

Wanneer de Commissie een overduidelijk gebrek aan activiteiten overeenkomstig artikel 5, eerste lid, 3°, 6° en 7°, van het decreet vaststelt, kan ze aan de Minister voorstellen de erkenning op te schorten tot de indiening van :

1° ofwel een plan voor herstel van het adviesverlenende agentschap;

2° ofwel een aanvraag om afstand, fusie, overdracht van een activiteitentak of overname tussen adviesverlenende agentschappen.

In het geval bedoeld in artikel 2, 2°, is de in § 1 bedoelde procedure van toepassing.

Bij gebrek aan indiening van het plan voor herstel of van de in het tweede lid, 1° of 2°, bedoelde aanvraag binnen een termijn van zes maanden kan de intrekking van de erkenning voorgesteld worden.

§ 3. Ten gevolge van het advies van de Commissie kan de Minister de erkenning van het adviesverlenende agentschap opschorten of intrekken.

§ 4. Binnen vijftien dagen na de beslissing van de Minister deelt het bestuur de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning bij ter post aangetekende brief aan het adviesverlenende agentschap mede.

**Art. 9. § 1.** Bij afstand van activiteiten tussen adviesverlenende agentschappen wordt de aanvraag om erkenning, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, ofwel bij gewone brief, ofwel bij e-mail bij dit laatste ingediend.

Deze door het adviesverlenende agentschap ingediende erkenningsaanvraag bestaat uit een dossier met :

1° de analyse van het strategische belang van de fusie;

2° de algemene audit en de financiële valorisatie van de betrokken structuren;

3° de analyse van de behoeften en van de bronnen die nodig zijn voor de installatie van een nieuwe structuur.

§ 2. Het vervolg van de procedure geschiedt overeenkomstig de artikelen 5 tot 7.

**Art. 10.** De in de artikelen 6, 7 en 8 vermelde termijnen worden van 1 juli tot 31 augustus van elk jaar geschorst.

#### HOOFDSTUK IV. — *Activiteitenverslag*

**Art. 11.** Het in artikel 22, eerste lid, 2°, van het decreet bedoelde model van het jaarlijkse activiteitenverslag wordt bepaald door de Minister

Het activiteitenverslag wordt door elk agentschap vóór 31 maart van het jaar volgend op het erkenningsjaar overgemaakt.

Het activiteitenverslag wordt dan door het bestuur overgemaakt aan de Commissie binnen de maand na ontvangst ervan.

**Art. 12.** De in artikel 1 bedoelde begeleiding moet tijdens de erkenning geconcretiseerd worden in het kader van een haalbaarheidsstudie of van een opvolging van de sociale economiebedrijven na oprichting ervan, een juridische analyse, een financiële analyse en een analyse van het beheer menselijke hulpkrachten. Deze begeleiding kan gedurende hoogstens twee jaar gevaloriseerd worden in het kader van de in artikel 13, § 2, bedoelde toelage.

De modaliteiten van deze begeleiding maken het voorwerp uit van een overeenkomst zoals bedoeld in artikel 22, 4°, van het decreet, waarvan het model door de Minister wordt bepaald en die door het adviesverlenende agentschap en het begeleide bedrijf wordt getekend.

De vormingsacties of activiteiten die in aanmerking kunnen komen voor een erkenning als sociaal secretariaat mogen niet beschouwd worden als een analyse van het beheer menselijke hulpkrachten.

Het activiteitenverslag moet in een bijzonder deel het geheel van de elementen van de haalbaarheidsstudie of van de opvolging van de sociale economiebedrijven bevatten.



HOOFDSTUK V. — *Subsidiëring*

**Art. 13.** § 1. Tijdens het eerste erkenningsjaar kent de Minister het bedrag van de in artikel 24 van het decreet bedoelde toelage toe aan de erkende adviesverlenende agentschappen.

§ 2. Tijdens het tweede en vanaf het derde erkenningsjaar verleent de Minister, na advies van de Commissie, een bijkomende toelage naast het bedrag van de in § 1 van dit artikel bedoelde toelage.

Het bedrag van de bijkomende toelage wordt berekend naar gelang van de in artikel 23 van het decreet bedoelde criteria op grond van het activiteitenverslag van het vorige jaar en door toepassing van de volgende regels :

1° 3.000 of 5.000 euro worden toegekend wanneer er in het kader van de opdrachten van de adviesverlenende agentschappen wordt bewezen dat de verhouding van de projectontwikkelaars die georiënteerd zijn naar aan hun behoefte meer aangepaste instellingen, respectievelijk minstens dertig of vijftig procent van het totaalbedrag van projectontwikkelaars bedraagt;

2° 1.000 euro worden toegekend voor elke deelname aan een evenement gesteund of georganiseerd door het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Waalse Gewest met een maximum van 4.000 euro;

3° 3.000, 6.000 of 9.000 euro worden toegekend wanneer respectievelijk minstens drie, zes of negen sociale economiebedrijven in het kader van de begeleiding van het adviesverlenende agentschap een deel of het geheel van de voor de uitvoering van het project van het sociale economiebedrijf van een financiële instelling hebben ontvangen;

4° 6.000, 10.000 of 15.000 euro worden toegekend wanneer het aantal begeleide sociale economiebedrijven krachtens artikel 5, eerste lid, 3°, a), van het decreet respectievelijk minstens zes, tien of vijftien bedrijven bedraagt.

Wanneer de verhouding van bedrijven voor sociale handelseconomie onder de begeleide bedrijven minstens vijfenzeventig procent bedraagt, worden de in het tweede lid, 4°, van deze paragraaf bedoelde bedragen met twintig procent verhoogd.

De in het tweede lid, 4°, bedoelde bedragen worden verhoogd met 1.000 euro per schijf van tien voltijds uitgedrukte arbeidsplaatsen die binnen de begeleide bedrijven onlangs zijn gecreëerd.

§ 3. Het bedrag van de bijkomende toelage, zoals berekend overeenkomstig § 2 van dit artikel, mag in geen geval hoger zijn dan 20.000 euro voor wat betreft het tweede erkenningsjaar en 40.000 euro vanaf het derde jaar.

§ 4. In geval van toekenning van erkenning in het kader van een afstand van activiteiten tussen adviesverlenende agentschappen kan de Minister na advies van de Commissie de bijkomende toelage met een bedrag van 32.000 euro verhogen tijdens een periode van maximum twee jaar.

§ 5. Binnen de perken bedoeld in artikel 24, derde lid, en in artikel 25, tweede lid, van het decreet koppelt de Minister de in de §§ 1, 2 en 3, bedoelde toelagen jaarlijks aan de index.

**Art. 14.** Overeenkomstig artikel 21, tweede lid, van het decreet verbinden de V.Z.W.'s of de private ondernemingen met winstoogmerk die ten laste worden genomen door het adviesverlenende agentschap in het kader van zijn opdrachten bedoeld in artikel 5, 3°, zich tot de oprichting van of de omschakeling naar bedrijven voor sociale handelseconomie binnen een termijn van zes maanden.

Deze termijn begint te lopen vanaf de ondertekening van de in artikel 12, tweede lid, van dit besluit bedoelde overeenkomst door het adviesverlenende agentschap en de V.Z.W. of de private onderneming met winstoogmerk.

**Art. 15.** Overeenkomstig artikel 26 van het decreet bepaalt de Minister de formulieren voor de rechtvaardiging van de uitgaven en voor de aanvraag om toelage.

Dit formulier moet in één enkel exemplaar binnen de door de Minister voorgeschreven termijnen overgemaakt worden aan het bestuur.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 16.** Overeenkomstig artikel 35 van het decreet moeten de adviesverlenende agentschappen die uitgebaat worden, hun erkenningsaanvraag indienen binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 17.** Overeenkomstig artikel 31 van het decreet worden de beëdigde personeelsleden van niveau 1, zoals bedoeld in het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing, erom gemachtigd te zorgen voor de naleving van de bij of krachtens het decreet bepaalde regels.

**Art. 18.** Het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie en dit besluit treden in werking de dag waarop dit laatste in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 19.** De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 januari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,  
J.-C. MARCOURT